



31830 Collectif de gauche, alternatif et citoyen

Raphaël RÉQUÉNA
Conseiller municipal
31830 Collectif de gauche,
alternatif et citoyen

Le 5 décembre 2008

Lettre ouverte à

Monsieur Louis ESCOULA
Maire de Plaisance du Touch

Objet : la participation citoyenne

Monsieur le Maire,

Permettez-moi d'attirer votre attention sur les questions suivantes :

1) La Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP)

La mise en œuvre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), décidée par le Président de la République, interpelle les maires et les élu(e)s municipaux confronté(e)s à la nécessité de faire face aux besoins et aux attentes de la population avec des services publics de l'Etat qui disparaissent les uns après les autres. Dans le même temps, plus de responsabilités sont aussi données aux collectivités territoriales mais sans les moyens à la clé.

2) La scolarisation des jeunes enfants (l'entrée à l'école maternelle dès deux ans)

Les Sénateurs et Sénatrices, membres du « groupe socialiste et rattachés » et du « groupe communiste, républicain et citoyen », qui participaient aux réunions du groupe de travail de la Commission des affaires culturelles du Sénat, sur « la scolarisation des jeunes enfants » (l'entrée à l'école maternelle dès deux ans), ont dit leur opposition avec les pistes développées, dont le « jardin d'éveil », en raisons de ruptures qu'ils et elles ne peuvent cautionner :

- * fin de l'égalité d'accès des familles et de la gratuité d'accueil ;
- * désengagement de l'éducation nationale ;
- * perspectives de fortes inégalités territoriales si cela devait reposer sur les collectivités territoriales ou des initiatives aléatoires de partenariat ;
- * risque de coût transféré aux communes ;
- * non garantie de couverture exhaustive du territoire national ;
- * manque de réaffirmation claire du droit à l'école maternelle à 3 ans.

Les « ruptures », citées ci-dessus, interpellent tout autant que la « RGPP » et pour les mêmes motifs, les maires et les élu(e)s municipaux.

Si l'on ajoute à ces deux questions la pression exercée par le gouvernement et l'UMP, pour que les municipalités mettent en place le service minimum lors de grèves du personnel enseignant de l'éducation nationale, une question d'ordre général est posée à l'ensemble des citoyen(ne)s : **Quelle Fonction publique voulons-nous pour notre pays ?**

Des citoyen(ne)s qui n'ignorent pas que la réduction massive de l'intervention publique va être synonyme de difficultés supplémentaires dans l'accès aux droits et besoins fondamentaux, de la mise à mal de l'égalité de traitement, de renforcement des inégalités...

La politique est l'art de permettre aux citoyen(ne)s de se mêler de ce qui les regarde. Pour concrétiser cette participation citoyenne il est urgent, Monsieur le Maire :

- D'informer les plaisançois et les plaisançoises sur les conséquences pour notre commune et pour eux-mêmes des décisions et projets du gouvernement et de sa majorité.
- De recueillir leur avis.

Je vous prie, Monsieur le Maire, lors de la réunion du Conseil municipal qui aura lieu le 11 décembre 2008, de faire voter l'organisation de cette réunion publique d'informations et de recueil d'avis.

Je propose que lors de cette réunion, qui pourrait se tenir dans la première quinzaine du mois de janvier 2009, les associations de parents d'élèves et les organisations syndicales des personnels concernés, soient invitées à s'exprimer.

Veillez croire, Monsieur le Maire, à mon dévouement pour notre commune et pour ses habitant(e)s.

Raphaël RÉQUÉNA

Conseiller municipal
31830 Collectif de gauche,
alternatif et citoyen